

De werkingskosten van het samenwerkingsgerecht worden ten laste genomen door elke gewestregering overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16*bis*, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De procedure van dit rechtscollege wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen terzake van de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92*bis*, §§ 5 en 6, en artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 30. § 1. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In afwijking van § 1 treedt artikel 4, § 1, van huidig samenwerkingsakkoord in werking op de dag van de publicatie van de statuten van het overeenkomstig artikel 9, § 4, erkende Fonds in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 13 december 2002, in vier originele exemplaren.

Voor de federale Staat :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Leefmilieu,
V. DUA

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu,
M. FORET

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
F.-X. de DONNEA

De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2813

[C — 2003/27568]

22 MAI 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive du conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu l'article 135 de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 35;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3;

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de Gestion de l'Eau;

Vu le décret du 14 mai 1984 relatif au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 25 et 84;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution instituée par l'article 48 du décret du 7 octobre 1985, donné le 22 janvier 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, transmis le 6 février 2003;

Vu l'avis de la Société publique de Gestion de l'Eau, transmis le 4 février 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 avril 2003,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — *Objet, définition et principes*

Article 1^{er}. Le Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires fixe, dans les zones destinées à l'urbanisation ou en dehors de ces zones lorsqu'il existe des habitations, le régime d'assainissement des eaux urbaines résiduaires et les obligations qui en découlent.

Le Règlement définit en outre les principes d'établissement des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique et les conditions de leurs révision et de mise à jour.

Art. 2. Définitions :

1. agglomération : zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final;

2. contrat d'agglomération : convention d'engagements réciproques résultant de la concertation entre des acteurs communaux, intercommunaux, la Région et la SPGE, pour définir les priorités d'études et de réalisations, tant en matière d'égouts qu'en ce qui concerne les collecteurs, les stations et le cas échéant, les travaux de voiries dans une agglomération donnée;

3. directions générales compétentes du Ministère de la Région wallonne : La Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, la Direction générale des Pouvoirs locaux, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine;

4. eaux urbaines résiduaires : les eaux usées domestiques ou le mélange des eaux usées domestiques avec les eaux usées industrielles et/ou des eaux de ruissellement;

5. égout séparatif : égout conçu pour ne recevoir que les rejets d'eaux usées domestiques à l'exception de l'ensemble des eaux pluviales et des eaux claires parasites;

6. épuration collective : procédé d'épuration réalisé par une station d'épuration collective;

7. épuration individuelle : procédé d'épuration réalisé par un système d'épuration individuelle;

8. équivalent-habitant ou en abrégé « EH » : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes par jour;

9. fosse septique : dispositif de pré-traitement de l'ensemble des eaux usées domestiques par liquéfaction;

10. habitation : installation fixe au sens de l'article 84, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine rejetant des eaux urbaines résiduaires;

11. ministre : le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions;

12. nouvelle habitation : habitation dont le permis de bâtir est délivré, en première instance, ultérieurement à l'entrée en vigueur du règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

13. organisme d'épuration agréé : association de communes agréée par l'Exécutif régional wallon conformément aux articles 17 et 18 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

14. plan communal général d'égouttage (PCGE) : le plan communal général d'égouttage approuvé par le Ministre en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991;

15. plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique : outil de planification et de représentation cartographique de l'assainissement par sous-bassin hydrographique.

16. SPGE : Société publique de Gestion de l'Eau instituée par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau;

17. sous-bassin hydrographique : subdivision naturelle des bassins hydrographiques telle que définie à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2001 délimitant les bassins et sous-bassins hydrographiques en Région wallonne;

18. station d'épuration collective : station d'épuration qui traite les eaux urbaines résiduaires en provenance d'une agglomération;

19. système d'épuration individuelle : unité d'épuration individuelle, installation d'épuration individuelle, station d'épuration individuelle comprenant l'équipement permettant l'épuration des eaux usées domestiques rejetées par une habitation ou groupe d'habitations et l'évacuation des eaux épurées dans les conditions définies par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

20. zones destinées à l'urbanisation : les zones visées à l'article 25, alinéa 2, 1° à 9°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Art. 3. § 1^{er}. Le territoire de la Région wallonne est une zone sensible au sens de l'article 5 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

§ 2. Pour chaque sous-bassin hydrographique, un plan d'assainissement fixe, pour chaque zone destinée à l'urbanisation, le régime d'assainissement des eaux urbaines résiduaires.

Il existe trois régimes :

1° le régime d'assainissement collectif;

2° le régime d'assainissement autonome;

3° le régime d'assainissement transitoire.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque des égouts sont construits, ils sont constitués de conduits souterrains étanches posés de manière à en permettre un contrôle et un entretien aisés.

Lors de la pose de nouveaux égouts ou de la réhabilitation d'égouts, les raccordements d'eaux claires parasites sont interdits et les infiltrations sont supprimées.

Les projets de travaux d'égouttage, tant de nouveaux égouts que se rapportant à la réhabilitation d'égouts existants, devront privilégier la pose d'égouts séparatifs aux égouts unitaires, sauf exception dûment justifiée par des contraintes techniques.

Le contrat d'agglomération envisage les solutions les mieux adaptées pour répondre aux problèmes de dilutions constatés dans les égouts existants.

§ 2. Quel que soit le régime d'assainissement, conformément aux dispositions existantes en matière de protection des eaux de surface et souterraines, il est interdit de faire s'écouler ou de laisser s'écouler les eaux urbaines résiduaires sur les voies publiques, y compris sur les accotements et sur les trottoirs, ainsi que dans les filets d'eau, dans les fossés et sur les talus qui en constituent les dépendances.

CHAPITRE II — *Des régimes d'assainissement**Section 1^{re}. — Du régime d'assainissement collectif*

Art. 5. § 1^{er}. Le régime d'assainissement collectif comporte les obligations établies ci-dessous.

Toute agglomération de 10 000 EH et plus doit être équipée d'égouts et de collecteurs .

Toute agglomération de 2 000 à 10 000 EH doit être équipée d'égouts et de collecteurs au plus tard pour le 31 décembre 2005 .

Toute agglomération de moins de 2 000 EH, répondant aux critères énoncés à l'article 14 § 2 du présent arrêté, doit être équipée de collecteurs au plus tard pour le 31 décembre 2009.

Dans les mêmes délais, les communes sont tenues d'équiper d'égouts les parties d'agglomérations sus-visées et situées sur leur territoire.

Les habitations situées le long d'une voirie déjà équipée d'égouts doivent y être raccordées.

Les habitations situées le long d'une voirie qui vient à être équipée d'égouts doivent y être raccordées pendant les travaux d'égouttage.

§ 2. Le raccordement à l'égout doit faire l'objet d'une autorisation préalable écrite du collège des bourgmestre et échevins.

Les travaux de raccordement, sur le domaine public, sont réalisés sous le contrôle de la commune et sont effectués par l'entrepreneur réalisant les travaux d'égouttage dans une voirie ou, lorsque l'égout est déjà posé, par les services communaux ou par un entrepreneur désigné par la commune.

La commune fixe la rémunération et les modalités à appliquer pour tout travail de raccordement à l'égout sur le domaine public.

Les raccordements à l'égout et aux autres systèmes d'évacuation des eaux des habitations doivent être munis d'un regard de visite accessible et placé à un endroit offrant toutes garanties de contrôle de la quantité et de la qualité des eaux réellement déversées.

§ 3. L'évacuation des eaux urbaines résiduaires doit se faire soit gravitairement, soit par un système de pompage.

Lorsque la voirie est équipée d'un égout séparatif, le déversement de l'ensemble des eaux pluviales et des eaux claires parasites dans l'égout séparatif est interdit sur les parties ainsi équipées.

Les eaux pluviales doivent être évacuées par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface, pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation.

§ 4. Toute nouvelle habitation doit être équipée d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires. Lorsque les eaux usées qu'elle déverse ne sont pas traitées par une station d'épuration, elle doit être équipée d'une fosse septique by-passable et munie d'un dégraisseur.

Lors de la mise en service de la station d'épuration, l'évacuation des eaux urbaines résiduaires doit se faire exclusivement par le réseau d'égouttage. La fosse septique, by-passable et munie d'un dégraisseur, peut rester en fonction, sauf avis contraire de l'organisme d'épuration agréé.

Les fosses septiques doivent être vidées de leurs gadoues par un vidangeur agréé.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 5, § 1^{er}, lorsque le raccordement à l'égout, existant, en cours de placement ou futur, engendre des coûts excessifs en raison de difficultés techniques rencontrées, la personne dont l'habitation est concernée peut effectuer une demande de permis pour l'installation d'un système d'épuration individuelle à la place du raccordement à l'égout.

En cas de refus du permis, le raccordement à l'égout existant doit se faire dans les 6 mois qui suivent la notification de la décision de refus.

§ 2. L'habitation disposant d'un système d'épuration individuelle préexistant à l'obligation de raccordement peut le conserver, sauf avis contraire motivé de l'organisme d'épuration agréé. Dans ce cas, les obligations visées à l'article 5, § 1^{er}, ne lui sont pas applicables.

Toutefois lorsque le système d'épuration individuelle n'est plus en mesure, en raison de sa vétusté ou d'un vice permanent, de respecter les conditions fixées en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le propriétaire peut :

- soit raccorder son habitation à l'égout en déconnectant le système conformément aux dispositions de l'article 5, §§ 2, 3 et 4;

- soit réhabiliter le système de manière à ce qu'il réponde à nouveau aux conditions des arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, mais sans raccorder l'habitation à l'égout.

§ 3. Toute nouvelle habitation construite en zone soumise au régime d'assainissement collectif le long d'une voirie non encore équipée d'égouts doit être équipée d'origine d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, lorsqu'il est d'ores et déjà établi que le coût du raccordement à un égout futur serait excessif en vertu du § 1^{er}.

Section 2. — Du régime d'assainissement autonome

Art. 7. § 1^{er}. Le régime d'assainissement autonome comporte les obligations établies ci-dessous.

Toute nouvelle habitation ou tout groupe d'habitations nouvelles pour lesquels s'applique le régime d'assainissement autonome doit être équipé d'un système d'épuration individuelle, et plus précisément :

- d'une unité d'épuration individuelle qui doit faire l'objet d'une déclaration lorsque le nombre d'EH est inférieur ou égal à 20 EH;

- d'une installation d'épuration individuelle qui doit faire l'objet d'une déclaration lorsque le nombre d'EH se situe entre 20 et 100 EH;

- d'une station d'épuration individuelle qui doit faire l'objet d'une demande de permis lorsque le nombre d'EH est de 100 EH et plus.

Le nombre d'EH est calculé selon les informations reprises à l'annexe I de l'arrêté du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

§ 2. Toute habitation existante ou tout groupe d'habitations existantes pour lesquels s'applique le régime d'assainissement autonome doivent être équipés d'un système d'épuration individuelle visée au § 1^{er} au plus tard le 31 décembre 2009.

§ 3. Les communes peuvent soumettre des mesures particulières assurant un assainissement groupé à un ensemble d'habitations auquel le régime d'assainissement autonome s'applique, dans les délais fixés au § 2. Le régime d'assainissement est alors précisé en assainissement autonome communal.

§ 4. Ces mesures particulières sont inscrites dans un projet de régime d'assainissement autonome communal définissant le système d'épuration envisagé et les droits et devoirs applicables à ces habitations, accompagné d'un plan cadastral des habitations concernées.

L'avis de l'organisme d'épuration agréé concerné et des directions générales compétentes du Ministère de la Région wallonne est sollicité par la commune.

Ces instances remettent leur avis dans un délai de 60 jours à compter de la demande d'avis.

A défaut pour une instance de rendre son avis dans ce délai, il est réputé favorable.

Lorsque ces avis sont favorables, la commune approuve le régime d'assainissement autonome communal en tenant compte des remarques qui lui seraient formulées.

Elle communique le régime à la SPGE et à l'organisme d'épuration agréé concerné.

Lorsqu'un des avis de ces instances est défavorable, le dossier complet, accompagné des avis, est transmis au Ministre, qui statue et signifie sa décision dans les 90 jours à la commune, à la SPGE et aux instances.

§ 5. Lorsque l'assainissement autonome communal consiste à établir un réseau de collecte vers un système unique d'épuration des eaux usées, les dispositions suivantes sont d'application :

- les eaux usées provenant des habitations sont collectées de préférence par un égout séparatif;
- l'égout peut être de type unitaire lorsqu'il existait avant que le régime d'assainissement autonome communal soit d'application;
- l'égout ne pourra en aucun cas récolter quelque type d'eaux claires parasites;
- l'habitation est tenue de se raccorder au réseau d'égouttage amenant les eaux à ce système d'épuration dès la mise en service de celui-ci. Dans ce cas, les obligations visées aux §§ 2 à 4 de l'article 5 et, le cas échéant la dérogation prévue au § 1^{er} de l'article 6 sont d'application;
- dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu, les nouvelles habitations sont équipées d'une fosse septique by-passable munie d'un dégraisseur et pourvues de canalisations séparées pour la récolte des eaux pluviales et des eaux ménagères usées.

Art. 8. En l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome communal, la mise en conformité est à l'initiative du propriétaire de l'habitation pour laquelle le régime d'assainissement autonome est d'application.

Lorsque le régime est celui de l'assainissement autonome communal, les droits et devoirs liés à l'assainissement de la zone concernée incombent à la commune, nonobstant les conventions spécifiques passées entre la commune et un organisme d'épuration agréé.

Art. 9. § 1^{er}. Dans la zone d'assainissement autonome, le Ministre peut, sur la base d'un dossier technique élaboré par l'organisme d'épuration agréé compétent, dispenser de l'obligation d'installer un système d'épuration individuelle pour des habitations existantes dès lors que l'installation de pareils systèmes apparaîtrait économiquement disproportionné par rapport au bénéfice qu'il générerait pour l'environnement.

Le dossier technique doit être transmis à la SPGE et aux Directions générales compétentes du Ministère de la Région wallonne. Elles disposent de 60 jours pour rendre leur avis. A défaut pour une instance de rendre son avis dans ce délai, il est réputé favorable.

§ 2. L'habitation disposant d'un système d'épuration individuelle préexistant à l'obligation de raccordement au réseau d'égouttage amenant les eaux usées au système d'épuration individuelle prévu pour un groupe d'habitations, peut le conserver.

Dans ce cas, les obligations visées à l'article 7, § 3, ne lui sont pas applicables.

Toutefois lorsque le système d'épuration individuelle, en raison de sa vétusté ou d'un vice permanent, n'est plus en mesure de respecter les conditions fixées en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le propriétaire peut :

- soit raccorder son habitation à l'égout en déconnectant le système conformément aux dispositions de l'article 5, §§ 2, 3 et 4;
- soit réhabiliter le système de manière à ce qu'il réponde à nouveau aux conditions des arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, mais sans raccorder l'habitation à l'égout.

Section 3. — Du régime d'assainissement transitoire

Art. 10. Le régime d'assainissement transitoire implique que toute nouvelle habitation sera équipée d'un regard de visite et d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux résiduaires ainsi que d'une fosse septique, by-passable et équipée d'un dégraisseur, laquelle doit, le cas échéant, être raccordée à l'égout existant le long de la voirie, conformément aux dispositions de l'article 5, § 2, § 3, § 4, alinéa 3 et de l'article 6.

§ 1^{er}. Lorsque les conditions d'implantation le permettent, une zone de 10 m² est prévue entre la fosse septique et le mode d'évacuation pour le placement éventuel d'un système d'épuration individuelle.

Art. 11. § 1^{er}. Sur proposition conjointe de la commune et de l'organisme d'épuration agréé compétent adressée à la SPGE, le régime d'assainissement collectif peut se substituer au régime d'assainissement transitoire, pour autant qu'il existe, au moment de la demande :

- un contrat d'agglomération conclu entre les parties;
- un plan pluriannuel de réalisation de l'égouttage, joint au contrat d'agglomération, permettant à la zone destinée à l'urbanisation de répondre aux critères fixés à l'article 14, § 2;
- une étude diagnostique du réseau d'égouttage dans cette zone, réalisée si nécessaire.

§ 2. Sur proposition de la commune, le régime d'assainissement autonome peut se substituer au régime d'assainissement transitoire.

La demande est accompagnée d'un rapport motivant la possibilité d'établir dans la zone visée des systèmes d'épuration individuelle ou d'entreprendre les mesures envisagées en vertu de l'article 7, § 3.

§ 3. La substitution d'un régime d'assainissement collectif ou autonome au régime d'assainissement transitoire est effective à l'entrée en vigueur de l'avis de révision du plan visé à l'article 16 qui consacre cette substitution.

CHAPITRE III. — *Des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique*

Art. 12. § 1^{er}. Un plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique est un dossier composé d'une carte hydrographique et d'un rapport relatif à ladite carte.

Le plan couvre l'ensemble du territoire d'un sous-bassin hydrographique.

Le plan et le rapport sont constitués à la fois sur un support papier et un support numérique.

§ 2. La carte hydrographique répond aux conditions suivantes :

- elle est constituée de feuilles à l'échelle 1/10 000, avec orientation du nord cartographique vers le haut; elle peut faire l'objet d'agrandissements locaux destinés à en faciliter la lecture;

- la carte est complétée par une carte générale d'assemblage selon une échelle variable couvrant le sous-bassin hydrographique;

- le fond de plan est obtenu à partir des planchettes à l'échelle 1/10 000 de l'Institut géographique national; il est reproduit en tons estompés;

- les différentes feuilles composant la carte hydrographique sont établies selon les normes NBN 510 E04-012 et NBN E04-013; la taille maximale des feuilles est celle du format A0;

- les différents traits et légendes sont conformes aux dispositions précisées par la SPGE.

La carte hydrographique comprend notamment :

1° les limites des sous-bassins hydrographiques;

2° les limites communales;

3° les cheminements des eaux de surface ordinaires et les voies artificielles d'écoulement en y distinguant les voies d'eaux à ciel ouvert, les voûtements et les canalisations et en indiquant leur catégorie, leur sens d'écoulement;

4° la localisation des zones de prise d'eau et des zones de prévention définies en application du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;

5° l'indication des zones destinées à l'urbanisation et leur affectation au plan de secteur;

6° les agglomérations dans lesquelles le régime d'assainissement collectif est applicable en distinguant :

- les agglomérations dont le nombre d'équivalent est supérieur ou égal à 2 000;

- les agglomérations dont le nombre d'équivalent est inférieur à 2 000;

7° les périmètres dans lesquels s'appliquent le régime d'assainissement autonome en précisant, le cas échéant le régime d'assainissement autonome communal;

8° les périmètres dans lesquels s'appliquent le régime d'assainissement transitoire;

9° la localisation avec repérage de renvoi au rapport visé au paragraphe 3, des autres éléments connus de l'auteur de projet et susceptibles d'avoir une incidence sur les décisions à prendre en matière d'épuration des eaux usées;

10° à titre indicatif, l'implantation des ouvrages existants et prévus par l'organisme d'épuration assurant la collecte, le pompage et l'épuration des eaux usées;

11° à titre indicatif, le réseau d'égouttage existant et à réaliser.

§ 3. Le rapport relatif à la carte hydrographique explicite et justifie les éléments repris sur la carte, les dispositions prévues et les options retenues.

Le rapport comprend la liste et la taille nominale des stations d'épuration traitant les eaux urbaines résiduelles des agglomérations dont le nombre d'EH est supérieur ou égal à 2 000.

Le rapport reprend une série d'informations de synthèse disponibles et relatives à :

- la longueur des réseaux d'égouttage existants, programmés dans un programme triennal et restant à réaliser;

- la population concernée par les différents régimes d'assainissement, en distinguant la population égouttable et non égouttable;

- l'état du réseau d'égouttage et du taux de raccordement, par agglomération;

- les habitations dont les eaux usées sont épurées et celles dont les eaux usées ne le sont pas.

Les informations contenues dans le rapport sont actualisées lors de la mise à jour prévue à l'article 17.

Art. 13. Le Gouvernement charge la SPGE de l'élaboration du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et de ses révisions. La SPGE en confie la réalisation aux organismes d'épuration agréés concernés qui agissent sous sa responsabilité et sa supervision.

L'ensemble des données découlant de la réalisation du plan et de ses révisions est intégré par la SPGE dans un document cartographique coordonné dont elle a la gestion. La SPGE mettra à disposition des organismes d'épuration agréés le document cartographique coordonné, la banque de données et les applications pour le territoire qui les concerne.

Art. 14. § 1^{er}. L'élaboration de l'avant projet de plan se base sur une analyse de la situation de fait et de droit sur base de laquelle sont fixés les régimes d'assainissement visés aux articles 5 à 11, compte tenu des caractéristiques objectives établies ci-dessous qui ressortent des agglomérations ou des zones considérées.

§ 2. Le régime d'assainissement collectif s'applique aux agglomérations dont le nombre d'EH est supérieur ou égal à 2 000.

Il s'applique en outre aux agglomérations dont le nombre d'EH est inférieur à 2 000 pour autant qu'à l'intérieur de celles-ci, une des situations suivantes se présente :

- il existe une station d'épuration collective existante ou dont le marché de construction a été adjugé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

- septante-cinq pour cent des égouts sont existants et en bon état, ou, en vertu de l'article 11, § 1^{er}, cette situation se vérifiera;

- il existe des spécificités environnementales qui justifient que l'agglomération soit soumise à ce régime d'assainissement.

§ 3. Le régime d'assainissement autonome s'applique dans les zones destinées à l'urbanisation non visées au présent article § 2 et qui répondent, en outre, à une des conditions suivantes :

- elles figurent au PCGE sous la qualification « zone faiblement habitée »;

- la population totale est inférieure à 250 habitants;

- lorsque la population totale est supérieure à 250 habitants, il n'existe pas de groupes d'habitations de plus de 250 habitants présentant une densité supérieure à 15 habitants par 100 mètres de voirie;

- il existe des spécificités locales et notamment environnementales qui justifient que l'agglomération soit soumise à ce régime d'assainissement.

Le régime d'assainissement autonome s'applique en outre à toutes les habitations qui sont érigées en dehors des zones destinées à l'urbanisation.

§ 4. Le régime d'assainissement transitoire s'applique dans les zones destinées à l'urbanisation qui ne sont pas visées au présent article § 2 et § 3, soit en raison de l'hétérogénéité de la densité de l'habitat, soit en raison de l'incertitude quant à son évolution.

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement approuve l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et charge la SPGE de soumettre, dans les 30 jours, le projet de plan à la consultation des instances suivantes :

- les communes concernées par le sous bassin hydrographique considéré;

- les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés;

- les contrats de rivière concernés par le sous bassin hydrographique considéré;

- les Directions générales compétentes du Ministère de la Région wallonne.

Les instances susvisées rendent leur avis à la SPGE dans un délai de 120 jours. A défaut d'avis de l'une de ces instances dans ce délai, l'avis de l'instance restée en défaut est réputé favorable.

Durant ce délai, les communes, assistées, éventuellement, de l'organisme d'épuration agréé concerné, organisent une enquête publique selon les modalités fixées à l'article 43, § 2 et § 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

§ 2. Au terme du délai de consultation et après que la SPGE ait communiqué la synthèse des avis éventuels des instances consultées, le Gouvernement arrête définitivement le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

§ 3 L'arrêté du Gouvernement adoptant le plan d'assainissement par sous bassin hydrographique fixe la date d'entrée en vigueur du plan. Il est publié au *Moniteur belge*.

Art. 16. § 1^{er} Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique est révisé lors :

- du changement de régime d'assainissement collectif en régime d'assainissement autonome, ou inversement;

- de la modification des limites des zones destinées à l'urbanisation;

- de la substitution d'un régime d'assainissement transitoire par un régime d'assainissement collectif ou autonome.

§ 2. A la requête d'une commune, d'un organisme d'épuration agréé ou d'office par le Gouvernement, la SPGE est chargée de la révision de tout ou partie d'un plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

La SPGE en confie la réalisation, aux organismes d'épuration agréés concernés qui agissent sous sa responsabilité et sa supervision.

Le dossier de révision suit la procédure décrite à l'article 15.

Art. 17. § 1^{er}. Le plan d'assainissement est révisé :

- partiellement, lors de la précision d'un régime d'assainissement autonome en régime d'assainissement autonome communal;

- dans son intégralité, tous les trois ans, pour prendre en compte les évolutions, notamment en matière de réseau de collecteurs et d'égouts, au sein des régimes d'assainissement.

§ 2. Les mises à jour sont intégrées dans les plans par la SPGE après avoir fait l'objet d'une analyse par les organismes d'épuration agréés concernés. Les mises à jour sont réalisées suivant les principes développés à l'article 13.

§ 3. Les mises à jour des plans sont annoncées par avis au *Moniteur belge*. L'avis mentionne le sous-bassin hydrographique et, le cas échéant, les zones concernées par les mises à jour.

L'avis mentionne en outre, les lieux de consultation des documents.

Art. 18. § 1^{er}. Dans les dix jours de la publication, les plans adoptés, révisés ou mis à jour sont envoyés, par la SPGE, aux communes et aux organismes d'épuration agréés concernés.

§ 2. Les plans et leurs mises à jour peuvent être consultés, sans frais, au siège social de la SPGE, à l'Administration communale pour la partie de son territoire concerné ou au siège social des organismes d'épurations agréés concernés.

Les plans et leurs mises à jour digitalisés peuvent, en outre, être consultés sur le site web de la SPGE <http://www.spge.be>.

Les copies des plans sont délivrées sur demande écrite à la SPGE au prix coûtant de € 10 la carte, au format A0, auxquels il faut ajouter les frais de port. Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation.

CHAPITRE IV. — Mesures visant à l'établissement du cadastre de l'égouttage

Art. 19. La commune, avec l'aide de l'organisme d'épuration agréé compétent, établit, un diagnostic de ses réseaux d'égouttage repris en assainissement collectif.

Le diagnostic portera, en particulier sur l'état exact de son réseau et sur le nombre de raccordements à celui-ci. A ce titre, il doit être considéré comme une opération de réhabilitation.

Les modalités et délais de réalisation du diagnostic sont convenues entre les parties dans le cadre du contrat d'agglomération.

CHAPITRE V. — *Mesures abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 20. Les stations d'épuration individuelle autorisées en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 et du 15 octobre 1998 sont considérées comme répondant aux conditions du présent arrêté jusqu'au moment du prochain contrôle auquel elles doivent se soumettre.

Art. 21. Les prescriptions des PCGE restent d'application jusqu'à l'entrée en vigueur des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

En cas de contradiction avec les principes fixés à l'article 14 du présent règlement et les PCGE, les règles propres au régime d'assainissement transitoire sont d'application.

Avant approbation définitive du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH), les communes peuvent rendre applicable, avec l'accord du Ministre et de la SPGE, le régime d'assainissement autonome proposé au projet de PASH.

Art. 22. L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires est abrogé.

Art. 23. L'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 novembre 2001 définissant l'égouttage prioritaire et fixant les modalités de son financement est remplacé par la disposition suivante : « Contrat d'agglomération : convention d'engagements réciproques résultant de la concertation entre des acteurs communaux, intercommunaux, la Région et la SPGE, pour définir les priorités d'études et de réalisations, tant en matière d'égouts qu'en ce qui concerne les collecteurs, les stations et le cas échéant, les travaux de voiries dans une agglomération donnée ».

Art. 24. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, à la rubrique 90.14, sont insérés dans la colonne « organismes à consulter » les mots : « l'organisme d'épuration agréé en vertu du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution ».

Namur, le 22 mai 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2813

[C — 2003/27568]

**22. MAI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie des Rates (91/271/EWG) vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Artikels 135 des neuen Gemeindegesetzes vom 24. Juni 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 35;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

Aufgrund des Dekrets vom 14. Mai 1984 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 25 und 84;

Aufgrund des am 22. Januar 2003 abgegebenen Gutachtens der durch das Dekret vom 7. Oktober 1985 eingerichteten beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des am 6. Februar 2003 übermittelten Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 4. Februar 2003 übermittelten Gutachtens der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

Aufgrund des am 13. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. April 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gegenstand, Definitionen und Grundsätze*

Artikel 1 - Das Verfahren zur Sanierung des städtischen Abwassers und die sich daraus ergebenden Verpflichtungen werden in den zur Verstädterung bestimmten Gebieten oder außerhalb dieser Gebiete, wenn dort Wohnhäuser bestehen, aufgrund der allgemeinen Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers festgelegt.

In dieser Regelung werden darüber hinaus die Grundsätze zur Aufstellung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet sowie die Bedingungen zu deren Revision und Aktualisierung festgelegt.

Definitionen

Art. 2 - 1. Ortschaft: Gebiet, in welchem die Besiedlung und/oder die wirtschaftlichen Aktivitäten ausreichend konzentriert sind, um eine Sammlung von städtischem Abwasser im Hinblick auf die Weiterleitung zu einer kollektiven Klärstation oder einer Einleitungsendstelle zu ermöglichen;

2. Ortschaftsvertrag: Vereinbarung gegenseitiger Verpflichtungen, die sich aus der Konzertierung zwischen den Gemeinden, Interkommunalen, der "SPGE" (Société publique de Gestion de l'Eau) und der Region ergibt, zwecks der Festlegung der vorrangigen Untersuchungen und Arbeiten sowohl für die Kanalisationen als auch für die Sammelleitungen, Stationen und ggf. Straßenbauarbeiten in einer bestimmten Ortschaft.

3. zuständige Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region: Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, die Generaldirektion der Lokalen Behörden, die Generaldirektion der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes;

4. städtisches Abwasser: Haushaltsabwasser oder die Mischung aus Haushaltsabwasser und industriellem Abwasser und/oder Niederschlagswasser;

5. Trennwasserkanal: Kanalisation, die derart gebaut ist, dass sie lediglich abgeleitetes Haushaltsabwasser mit Ausnahme der Gesamtheit des Regenwassers und parasitären Sauberwassers aufnehmen kann;

6. kollektive Klärung: Klärungsverfahren in einer kollektiven Klärstation;

7. individuelle Klärung: Klärungsverfahren in einem individuellen Klärsystem;

8. Einwohnerequivalent oder abgekürzt EGW: Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in 5 Tagen (BSB5) von 60 g Sauerstoff pro Tag entspricht;

9. Faulgrube: Vorrichtung zur Vorbehandlung des gesamten Haushaltsabwassers durch Verflüssigung;

10. Wohnhaus: ortsfeste Einrichtung im Sinne von Art. 84 § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, aus der städtisches Abwasser abgeleitet wird;

11. Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört;

12. neues Wohnhaus: Wohnhaus, für welches die Baugenehmigung in erster Instanz nach dem Inkrafttreten der allgemeinen Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers ausgestellt wird;

13. anerkannte Vereinigung für die Klärung: durch die Wallonische Regionalexekutive gemäß Art. 17 und 18 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung anerkannte Gemeindevereinigung;

14. allgemeiner Gemeindekanalisationsplan: der vom Minister in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 genehmigte allgemeine Gemeindekanalisationsplan;

15. Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet: Instrument zur Planung und kartographischen Darstellung der Sanierung pro Zwischeneinzugsgebiet;

16. SPGE: die durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" eingerichtete Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung;

17. Zwischeneinzugsgebiet: natürliche Unterteilung der Wassereinzugsgebiete im Sinne von Art. 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2001 zur Abgrenzung der Wasser- und Zwischeneinzugsgebiete in der Wallonischen Region;

18. kollektive Klärstation: Klärstation, in der das städtische Abwasser aus einer Ortschaft behandelt wird;

19. individuelles Klärsystem: individuelle Kläreinheit, individuelle Kläranlage, individuelle Klärstation, die mit der Ausrüstung versehen ist, anhand deren das Haushaltsabwasser aus einem Wohnhaus oder einer Gruppe von Wohnhäusern geklärt und das geklärte Wasser abgeleitet werden kann, unter Einhaltung der Bedingungen, die in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegt sind.

20. zur Verstädterung bestimmte Gebiete: die in Artikel 25, Absatz 2, 1° bis 9° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Gebiete.

Art. 3 - § 1. Das Gebiet der Wallonischen Region ist ein empfindliches Gebiet im Sinne von Art. 5 der Richtlinie des Rates (91/271/EWG) vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

§ 2. In jedem Zwischeneinzugsgebiet legt ein Sanierungsplan für jedes zur Verstädterung bestimmte Gebiet das Verfahren zur Sanierung des städtischen Abwassers fest.

Es bestehen drei Verfahren:

1° das kollektive Sanierungsverfahren;

2° das autonome Sanierungsverfahren;

3° das vorübergehende Sanierungsverfahren;

Art. 4 - § 1. Wenn Kanalisationen gebaut werden, bestehen sie aus wasserdichten unterirdischen Leitungen, die so verlegt werden, dass deren Kontrolle und Wartung auf einfache Weise verlaufen kann.

Beim Verlegen von neuen Kanalisationen oder bei der Wiederherstellung von bestehenden Kanalisationen ist der Anschluss von Leitungen für parasitäres Sauberwasser untersagt und werden alle Eindringstellen abgeschafft.

Bei Projekten in Bezug auf Kanalisationsarbeiten, sowohl was das Verlegen von neuen Kanalisationen als auch die Wiederherstellung von bestehenden Kanalisationen angeht, sind Trennwasserkanäle den Mischwasserkanälen vorzuziehen, außer im Falle von aufgrund technischer Anforderungen gerechtfertigten Ausnahmen.

Im Ortschaftsvertrag werden die geeignetsten Lösungen ins Auge gefasst, um den in bestehenden Kanalisationen bestehenden Problemen in Zusammenhang mit der Abwasserverdünnung abzuwehren.

§ 2. Was das Sanierungsverfahren auch sei, aufgrund der bestehenden Bestimmungen im Bereich des Schutzes des Oberflächen- und Grundwassers ist es untersagt, den Abfluss des städtischen Abwassers auf den öffentlichen Straßen einschließlich der Seitenstreifen und Bürgersteige sowie in den anliegenden Wasserrinnen, Gräben und Böschungen einzurichten oder zu dulden.

KAPITEL II — *Sanierungsverfahren**Abschnitt 1* — Das kollektive Sanierungsverfahren

Art. 5 - § 1. Das kollektive Sanierungsverfahren setzt die nachstehenden Verpflichtungen voraus.

Jede Ortschaft von mindestens 10 000 EGW muss mit Kanalisationen und Sammelleitungen ausgerüstet sein.

Jede Ortschaft von 2 000 bis 10 000 EGW muss spätestens am 31. Dezember 2005 mit Kanalisationen und Sammelleitungen ausgerüstet sein.

Jede Ortschaft von weniger als 2 000 EGW, die den in Art. 14 § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kriterien genügt, muss spätestens am 31. Dezember 2009 mit Kanalisationen und Sammelleitungen ausgerüstet sein.

Die Gemeinden sind verpflichtet, die Teile von oben erwähnten Ortschaften, die sich auf ihrem Gebiet befinden, mit Kanalisationen auszustatten.

Die Wohnhäuser, die sich entlang einer Straße befinden, die bereits mit Kanalisationen ausgestattet ist, müssen an diese angeschlossen werden.

Die Wohnhäuser, die sich entlang einer Straße befinden, die mit Kanalisationen ausgestattet wird, müssen während der Kanalisationsarbeiten an diese Kanalisationen angeschlossen werden.

§ 2. Der Anschluss an die Kanalisation muss Gegenstand einer vorherigen schriftlichen Genehmigung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums sein.

Die Anschlussarbeiten auf dem öffentlichen Gebiet finden unter der Kontrolle der Gemeinde statt und werden von dem Unternehmer, der die Kanalisationsarbeiten in der Straße durchführt, oder wenn die Kanalisation schon angelegt ist, von den entsprechenden Diensten der Gemeinde oder einem von der Gemeinde bestellten Unternehmer durchgeführt.

Die Gemeinde legt die Entlohnung und die Durchführungsbestimmungen für alle Arbeiten in Zusammenhang mit dem Anschluss an die Kanalisation auf dem öffentlichen Eigentum fest.

Die Anschlüsse der Wohnhäuser an die Kanalisationen oder an sonstige Wasserableitungssysteme müssen mit einem zugänglichen Kontrollschacht versehen sein, der an einer Stelle angebracht ist, die eine optimale mengenmäßige und qualitätsmäßige Kontrolle des tatsächlich abgeleiteten Wassers ermöglicht.

§ 3. Die Ableitung des Abwassers erfolgt entweder schwerkraftmäßig oder anhand eines Pumpsystems.

Wenn die Straßen mit einem Trennwasserkanal ausgerüstet sind, ist die Ableitung der Gesamtheit des Regenwassers und des parasitären Sauberwassers in den Trennwasserkanal in den derart ausgerüsteten Bereichen untersagt.

Das Regenwasser muss durch Sickergruben, Sickerleitungen, künstliche Abflusswege oder Oberflächengewässer abgeleitet werden, insofern dies nicht durch oder kraft anderer Bestimmungen untersagt wird.

§ 4. Neue Wohnhäuser müssen mit einem System versehen werden, durch das das gesamte Regenwasser vom städtischen Abwasser getrennt wird. Wenn das aus dem Wohnhaus abgeleitete Abwasser nicht in einer Klärstation behandelt wird, muss das Wohnhaus mit einer umleitbaren und mit einem Fettabscheider versehenen Faulgrube ausgestattet werden.

Bei der Inbetriebnahme der Klärstation darf die Ableitung des städtischen Abwassers ausschließlich durch das Kanalisationsnetz erfolgen. Die umleitbare und mit einem Fettabscheider versehene Faulgrube kann weiter betrieben werden, außer wenn die anerkannte Vereinigung für die Klärung dem nicht zustimmt.

Die Faulgruben müssen durch einen zugelassenen Grubenentleerer entleert werden.

Art. 6 - § 1. Wenn der bestehende, derzeit durchgeführte oder künftige Anschluss eines Wohnhauses an die Kanalisation aufgrund technischer Schwierigkeiten übermäßige Kosten verursacht, kann die Person, deren Wohnhaus betroffen ist, in Abweichung von Artikel 5, § 1 anstatt des Anschlusses an die Kanalisation die Genehmigung zur Anlage eines individuellen Klärsystems beantragen.

Wird diese Genehmigung verweigert, so hat der Anschluss an die bestehende Kanalisation binnen 6 Monaten nach der Zustellung der Weigerungsentscheidung stattzufinden.

§ 2. Falls das Wohnhaus vor der Anschlusspflicht bereits mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet war, so kann dieses bewahrt bleiben, außer wenn die anerkannte Vereinigung für die Klärung dem nicht zustimmt und die Gründe dafür angibt. In diesem Fall sind die Verpflichtungen im Sinne von Art. 5 § 1 nicht auf sie anwendbar.

Wenn das individuelle Klärsystem wegen Überalterung oder eines dauernden Mangels nicht im Stande ist, den kraft dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen zu genügen, kann der Eigentümer:

- entweder sein Wohnhaus an die Kanalisation anschließen, indem das System in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 5, § 2, 3 und 4 abgeschaltet wird;

- oder aber das System so wiederherstellen, dass es den Bestimmungen der Erlasse zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wieder genügt, ohne dass das Wohnhaus an die Kanalisation angeschlossen wird.

§ 3. Jedes neue Wohnhaus, das in einem Gebiet entlang einer noch nicht mit Kanalisationen ausgerüsteten Straße gebaut wird, das dem kollektiven Sanierungsverfahren unterliegt, muss von Anfang an mit einem individuellen Klärsystem ausgerüstet sein, das den Bedingungen genügt, die in den Erlassen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegt worden sind, wenn bereits feststeht, dass die Kosten für den Anschluss an eine künftige Kanalisation kraft § 1 übermäßig wären.

Abschnitt 2 — Das autonome Sanierungsverfahren

Art. 7 - § 1. Das autonome Sanierungsverfahren setzt die nachstehenden Verpflichtungen voraus.

Jedes neue Wohnhaus oder jede Gruppe von neuen Wohnhäusern, für welches bzw. welche das autonome Sanierungsverfahren anwendbar ist, muss mit einem individuellen Klärsystem ausgerüstet werden. Hierbei handelt es sich um:

- eine individuelle Kläreinheit, die Gegenstand einer Erklärung sein muss, wenn die Kapazität 20 EGW nicht überschreitet;

- eine individuelle Kläranlage, die Gegenstand einer Erklärung sein muss, wenn die Kapazität zwischen 20 und 100 EGW liegt;
- eine individuelle Klärstation, die Gegenstand eines Genehmigungsantrags sein muss, wenn die Kapazität mindestens 100 EGW beträgt;

Die Anzahl EGW wird gemäß der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen berechnet.

§ 2. Jedes bestehende Wohnhaus oder jede Gruppe von bestehenden Wohnhäusern, für welches bzw. welche das autonome Sanierungsverfahren anwendbar ist, muss spätestens am 31. Dezember 2009 mit einem individuellen Klärsystem im Sinne von § 1 ausgerüstet sein.

§ 3. Innerhalb der in § 2 angegebenen Fristen können die Gemeinden einer Gruppe von Wohnhäusern, auf die das autonome Sanierungsverfahren anwendbar ist, besondere Maßnahmen auferlegen, durch die eine gruppierte Sanierung gewährleistet wird. Das somit angewendete Sanierungsverfahren wird als kommunale autonome Sanierung bezeichnet.

§ 4. Diese besonderen Maßnahmen werden in den Rahmen eines Projekts zum kommunalen autonomen Sanierungsverfahren eingefügt, in dem das geplante Klärungssystem sowie die auf diese Wohnhäuser anwendbaren Rechte und Pflichten festgelegt werden; diesem Projekt wird ebenfalls ein Katasterplan der betroffenen Wohnhäuser beigefügt.

Die Gemeinde beantragt das Gutachten der anerkannten Vereinigung für die Klärung und der zuständigen Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region.

Diese Organe geben ihr Gutachten innerhalb 60 Tagen ab dem Antrag auf Begutachtung ab.

Falls ein Organ sein Gutachten binnen dieser Frist nicht abgibt, gilt dieses Gutachten als günstig.

Sind die Gutachten alle günstig, so stimmt die Gemeinde dem kommunalen autonomen Sanierungsverfahren zu, wobei sie die ggf. geäußerten Bemerkungen berücksichtigt.

Die Gemeinde informiert die SPGE und die betroffene anerkannte Vereinigung für die Klärung über das angewendete Sanierungsverfahren.

Wenn eins dieser Gutachten ungünstig ist, wird die gesamte Akte samt der Gutachten dem Minister übermittelt, der innerhalb 90 Tagen einen Beschluss fasst und diesen der Gemeinde, der SPGE und den oben erwähnten Organen zustellt.

§ 5. Wenn die kommunale autonome Sanierung in der Verlegung eines Sammelnetzes besteht, in dem das Abwasser zu einem einzigen Klärsystem geführt wird, sind die folgenden Bestimmungen anwendbar:

- das Abwasser aus den Wohnhäusern wird vorzugsweise anhand eines Trennwasserkanals gesammelt;
- ein Mischwasserkanal darf gebraucht werden, wenn dieser Kanal schon bestand, ehe das kommunale autonome Sanierungsverfahren anwendbar wurde;
- die Kanalisation darf auf keinen Fall parasitäres Sauberwasser irgendwelcher Art sammeln;
- der Anschluss des Wohnhauses an das Abwasserkanalnetz, durch welches das Abwasser diesem Klärungssystem zugeführt wird, ist sofort ab der Inbetriebnahme dieses Klärungssystems Pflicht. In diesem Fall sind die Verpflichtungen laut Art. 5, § 2 bis § 4, und ggf. die Abweichung laut Art. 6, § 1 anwendbar;
- in Abwartung der Inbetriebnahme des vorgesehenen Klärungssystems werden die neuen Wohnhäuser mit einer umleitbaren, mit einem Fettabscheider versehenen Faulgrube ausgerüstet, und mit separaten Leitungen für die Sammlung des Regenwassers und des häuslichen Abwassers ausgestattet.

Art. 8 - Mangels der Durchführung eines kommunalen autonomen Sanierungsverfahrens erfolgt die Angleichung an die geltenden Vorschriften auf Initiative des Eigentümers des Wohnhauses, für welches das autonome Sanierungsverfahren anwendbar ist.

Handelt es sich bei dem anwendbaren Verfahren um das kommunale autonome Sanierungsverfahren, so obliegen die Rechte und Pflichten in Zusammenhang mit der Sanierung des betroffenen Gebiets der Gemeinde, ungeachtet der ggf. zwischen der Gemeinde und einer anerkannten Vereinigung für die Klärung abgeschlossenen Vereinbarungen.

Art. 9 - § 1. In dem Gebiet, in dem das autonome Sanierungsverfahren zur Anwendung kommt, kann der Minister auf der Grundlage einer von der zuständigen anerkannten Vereinigung für die Klärung erarbeiteten technischen Akte eine Freistellung von der Pflicht zur Anlage eines individuellen Klärsystems für bereits bestehende Wohnhäuser gewähren, wenn die Anlage solcher Systeme aus dem wirtschaftlichen Standpunkt als unverhältnismäßig zum Vorteil für die Umwelt erscheinen würde.

Die technische Akte muss an die SPGE und die zuständigen Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region gerichtet werden. Letztere verfügen über 60 Tage, um ihr Gutachten abzugeben. Falls ein Organ sein Gutachten binnen dieser Frist nicht abgibt, gilt dieses Gutachten als günstig.

§ 2. Falls das Wohnhaus vor dem Inkrafttreten der Anschlusspflicht an das Kanalisationsnetz, durch welches das Abwasser dem für eine Gruppe Wohnhäuser vorgesehenen individuellen Klärsystem zugeführt wird, bereits mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet war, darf sie damit ausgerüstet bleiben.

In diesem Fall sind die Verpflichtungen im Sinne von Art. 7 § 3 nicht auf sie anwendbar.

Wenn das individuelle Klärsystem wegen Überalterung oder eines dauernden Mangels nicht mehr im Stande ist, den kraft dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen zu genügen, kann der Eigentümer:

- entweder sein Wohnhaus an die Kanalisation anschließen, wobei das System in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Art. 5, § 2, 3 und 4 abgeschaltet wird;
- oder aber das System so wiederherstellen, dass es den Bestimmungen der Erlasse in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wieder genügt, ohne dass das Wohnhaus jedoch an die Kanalisation angeschlossen wird.

Abschnitt 3 — Das vorübergehende Sanierungsverfahren

Art. 10 - Das vorübergehende Sanierungsverfahren setzt voraus, dass jedes neue Wohnhaus mit einem Kontrollschacht, einem System, in dem das Regenwasser vom Abwasser getrennt wird, und einer umleitbaren, mit einem Fettabscheider versehenen Faulgrube ausgerüstet wird, die ggf. an die entlang der Straße bestehende Kanalisation angeschlossen werden muss, gemäß den Bestimmungen von Art. 5, § 2, § 3, § 4, Absatz 3 und Artikel 6.

§ 1. Wenn die Bedingungen am Standort es ermöglichen, wird eine Fläche von 10 m² zwischen der Faulgrube und dem Wasserabfuhrsystem vorgesehen, um dort ggf. die Installierung eines individuellen Klärsystems vornehmen zu können.

Art. 11 - § 1. Auf einen gemeinsamen, an die SPGE gerichteten Vorschlag der Gemeinde und der zuständigen anerkannten Vereinigung für die Klärung hin kann das vorübergehende Sanierungsverfahren durch das kollektive Sanierungsverfahren ersetzt werden, unter der Voraussetzung, dass zum Zeitpunkt des Antrags folgende Unterlagen vorliegen:

- ein zwischen den Parteien abgeschlossener Ortschaftsvertrag;
- ein dem Ortschaftsvertrag beigefügter Mehrjahresplan zur Durchführung der Kanalisationsarbeiten, durch den das zur Verstärkung bestimmte Gebiet den in Art. 14, § 2 festgelegten Kriterien genügen kann;
- falls nötig, eine Diagnosestudie des Abwasserkanalnetzes in diesem Gebiet.

§ 2. Auf Vorschlag der Gemeinde kann das vorübergehende Sanierungsverfahren durch das autonome Sanierungsverfahren ersetzt werden.

Dem Antrag wird ein Bericht beigefügt, in dem die Möglichkeit der Anlage von individuellen Klärsystemen in dem betroffenen Gebiet oder der Durchführung der kraft Art. 7 § 3 geplanten Maßnahmen begründet wird.

§ 3. Der Ersatz des vorübergehenden Sanierungsverfahrens durch ein kollektives oder autonomes Sanierungsverfahren gilt beim Inkrafttreten des Bescheids zur Revision des in Art. 16 gemeinten Plans, durch den dieser Ersatz bestätigt wird, als tatsächlich durchgeführt.

KAPITEL III — Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet

Art. 12 - § 1. Bei dem Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet handelt es sich um eine Akte, die sich aus einer hydrographischen Karte und einem Bericht über diese Karte zusammensetzt.

Der Plan deckt die Gesamtheit eines Zwischeneinzugsgebiets.

Der Plan und der Bericht stehen sowohl auf Papier- als auf EDV-Träger.

§ 2. Die hydrographische Karte entspricht den folgenden Bedingungen:

- sie besteht aus Bögen im Maßstab 1/10 000, in denen der Norden oben steht; sie kann Gegenstand von lokalen Vergrößerungen sein, um das Lesen zu vereinfachen;
- die Karte wird mit einer allgemeinen Übersichtskarte ergänzt, deren Maßstab variabel ist, und die das gesamte Zwischeneinzugsgebiet deckt;
- der Grundplan beruht auf Modellen im Maßstab 1/10 000 des Nationalen Geographischen Instituts; er wird in milderer Tönen wiedergegeben;
- die verschiedenen Bögen, die die hydrographische Karte zusammensetzen, werden unter Einhaltung der Normen NBN 510 E04-012 und NBN E04-013 aufgestellt; das größte Bogenformat ist A0;
- die verschiedenen Striche und Überschriften genügen den von der SPGE festgelegten Bestimmungen.

Auf der hydrographischen Karte werden insbesondere folgende Elemente angegeben:

- 1° die Grenzen der Zwischeneinzugsgebiete;
- 2° die Gemeindegrenzen;
- 3° der Weg der normalen Oberflächengewässer und die künstlichen Abflusswege, wobei zwischen den Wasserwegen unter freiem Himmel, den überwölbten Kanälen und den Rohrleitungen zu unterscheiden ist; dabei sind ebenfalls die Kategorie und die Abflussrichtung anzugeben;
- 4° der Standort der Wasserentnahmezonen und der Präventivzonen in Anwendung des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser;
- 5° die Angabe der zur Verstärkung bestimmten Gebiete und ihre Zweckbestimmung im Sektorenplan;
- 6° die Ortschaften, in denen das kollektive Sanierungsverfahren anwendbar ist, wobei zwischen folgenden Ortschaften unterschieden wird:
 - die Ortschaften, deren Einwohnergleichwert mindestens 2 000 erreicht;
 - die Ortschaften, deren Einwohnergleichwert 2 000 nicht erreicht;
- 7° die Umkreise, in denen das autonome Sanierungsverfahren anwendbar ist, wobei ggf. anzugeben ist, wo es sich um das kommunale autonome Sanierungsverfahren handelt;
- 8° die Umkreise, in denen das vorübergehende Sanierungsverfahren anwendbar ist;
- 9° der Standort der sonstigen, vom Projektautor bekannten Elemente, die die Entscheidungen im Bereich der Abwasserklärung beeinflussen könnten, mit entsprechenden Hinweisen auf den in § 3 erwähnten Bericht;
- 10° zur Information, der Standort der bestehenden und der von der Vereinigung für die Klärung geplanten Anlagen zur Sammlung, zum Pumpen und zur Klärung des Abwassers;
- 11° zur Information, das bestehende und zu bauende Abwassersammelnetz.

§ 3. Der Bericht über die hydrographische Karte erläutert und begründet die auf der Karte angegebenen Elemente, die geplanten Maßnahmen und gewählten Lösungen.

In dem Bericht wird die Liste und die Nennkapazität der Klärstationen angegeben, die städtisches Abwasser aus Ortschaften behandeln, deren EGW mindestens 2 000 beträgt.

Der Bericht umfasst eine Reihe zusammenfassende Informationen, die verfügbar sind, und sich auf Folgendes beziehen:

- die Länge der bestehenden, in einem Dreijahresplan geplanten und noch auszuführenden Abwasserkanalnetze;

- die Bevölkerung, die durch die verschiedenen Sanierungsverfahren betroffen ist, wobei zwischen der Bevölkerung, die durch ein Abwasserkanalnetz bedient werden kann, und derjenigen, die nicht durch ein solches Netz bedient werden kann, zu unterscheiden ist;

- die Lage des Abwasserkanalnetzes und die Anschlussrate, pro Ortschaft;

- die Wohnhäuser, deren Abwasser geklärt wird, und diejenigen, deren Abwasser nicht geklärt wird.

Die im Bericht enthaltenen Auskünfte werden bei der in Art. 17 erwähnten Aktualisierung auf den neuesten Stand gebracht.

Art. 13 - Die Regierung beauftragt die SPGE mit der Ausarbeitung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet und mit dessen Revisionen. Die SPGE beauftragt die betroffenen anerkannten Vereinigungen für die Klärung mit der Durchführung dieser Sanierungspläne; diese handeln unter der Verantwortung und Kontrolle der SPGE.

Die gesamten Daten, die sich aus der Durchführung und Revisionen des Plans ergeben, werden durch die SPGE in eine koordinierte kartographische Unterlage integriert, deren Verwaltung durch die SPGE gewährleistet wird. Die SPGE stellt den anerkannten Vereinigungen für die Klärung die koordinierte kartographische Unterlage, die Datenbank und die Anwendungen für das Gebiet, das sie betrifft, zur Verfügung.

Art. 14 - § 1. Die Ausarbeitung des Vorentwurfs des Plans beruht auf einer Analyse der Sach- und Rechtslage, auf deren Grundlage die Sanierungsverfahren im Sinne der Artikel 5 bis 11 festgelegt sind, unter Berücksichtigung der nachstehend bestimmten objektiven Merkmale der Ortschaften oder betroffenen Gebiete.

§ 2. Das kollektive Sanierungsverfahren ist auf die Ortschaften anwendbar, deren EGW mindestens 2 000 beträgt.

Es ist ebenfalls anwendbar auf die Ortschaften, deren EGW 2 000 nicht erreicht, unter der Voraussetzung, dass es innerhalb dieser Ortschaften eine der folgenden Situationen gibt:

- es besteht eine kollektive Klärstation oder der Auftrag für den Bau einer solchen Station ist spätestens am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses vergeben worden;

- 75% der Abwasserkanäle bestehen bereits und sind in gutem Zustand oder diese Lage wird sich kraft Art. 11, § 1 erweisen;<0}

- es bestehen umweltspezifische Eigenschaften, aufgrund deren man rechtfertigen kann, dass die Ortschaft diesem Sanierungsverfahren unterliegt.

§ 3. Das autonome Sanierungsverfahren ist in den zur Verstädterung bestimmten Gebieten anwendbar, die nicht in § 2 des vorliegenden Artikels gemeint sind, und die außerdem einer der folgenden Bedingungen genügen:

- im allgemeinen Gemeindekanalisationsplan sind sie als "schwachbewohntes Gebiet" bezeichnet;

- die Gesamtbevölkerung beträgt weniger als 250 Einwohner;

- wenn die Gesamtbevölkerung mehr als 250 Einwohner beträgt, gibt es keine Gruppe von Wohnhäusern von mehr als 250 Einwohnern, die eine Bevölkerungsdichte von mehr als 15 Einwohner pro 100 Meter Straße aufweist;

- es bestehen örtliche und insbesondere umweltspezifische Eigenschaften, aufgrund deren man rechtfertigen kann, dass die Ortschaft diesem Sanierungsverfahren unterliegt.

Das autonome Sanierungsverfahren ist außerdem auf alle Wohnhäuser anwendbar, die außerhalb der zur Verstädterung bestimmten Gebiete stehen.

§ 4. Das vorübergehende Sanierungsverfahren ist in den zur Verstädterung bestimmten Gebieten anwendbar, die nicht in § 2 bzw. § 3 des vorliegenden Artikels gemeint sind, entweder wegen der Heterogenität der Wohndichte, oder wegen der Unsicherheit bezüglich deren Weiterentwicklung.

Art. 15 - § 1. Die Regierung genehmigt den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet und beauftragt die SPGE damit, den Planentwurf binnen 30 Tagen den folgenden Organen zur Konsultierung zu unterbreiten:

- die von dem betreffenden Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden;

- die betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser;

- die von dem betreffenden Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Flussverträge;

- die zuständigen Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region.

Die oben erwähnten Organe geben der SPGE ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 120 Tagen ab. Gibt eins dieser Organe sein Gutachten innerhalb dieser Frist nicht ab, so gilt dieses fehlende Gutachten als günstig.

Während dieser Frist veranstalten die Gemeinden ggf. mit der Unterstützung der betroffenen anerkannten Vereinigung für die Klärung eine öffentliche Untersuchung unter Einhaltung der in Art. 43, § 2 und § 3 des Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe festgelegten Bestimmungen.

§ 2. Am Ablauf der Befragungsfrist und nachdem die SPGE die Zusammenfassung der ggf. abgegebenen Gutachten der befragten Organe übermittelt hat, legt die Regierung den Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet endgültig fest.

§ 3. In dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet wird das Datum, an dem der Plan in Kraft tritt, festgelegt. Dieser Plan wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 16 - § 1. Der Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet wird revidiert:

- wenn das kollektive Sanierungsverfahren durch ein autonomes Sanierungsverfahren ersetzt wird, oder umgekehrt;

- wenn die Grenzen der zur Verstädterung bestimmten Gebiete geändert werden;

- wenn ein vorübergehendes Sanierungsverfahren durch ein kollektives oder autonomes Sanierungsverfahren ersetzt wird.

§ 2. Auf Antrag einer Gemeinde, einer anerkannten Vereinigung für die Klärung oder von Amts wegen seitens der Regierung wird die SPGE mit der Revision der Gesamtheit oder eines Teils eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet beauftragt.

Die SPGE beauftragt die betroffenen anerkannten Vereinigungen für die Klärung mit der Durchführung dieser Revision; diese handeln unter der Verantwortung und Kontrolle der SPGE.

Die Revisionsakte genügt dem in Art. 15 beschriebenen Verfahren.

Art. 17 - § 1. Der Sanierungsplan:

- wird teilweise revidiert, wenn ein autonomes Sanierungsverfahren zu einem kommunalen autonomen Sanierungsverfahren wird;

- wird alle drei Jahre in seiner Gesamtheit revidiert, um den Entwicklungen, insbesondere im Bereich des Sammel- und Abwasserkanalnetzes, im Rahmen der Sanierungsverfahren Rechnung zu tragen.

§ 2. Die Aktualisierungen werden durch die SPGE in die Pläne eingearbeitet, nachdem sie Gegenstand einer Untersuchung durch die betroffenen anerkannten Vereinigungen für die Klärung gewesen sind. Die Aktualisierungen erfolgen nach den in Art. 13 dargelegten Grundsätzen.

§ 3. Die Aktualisierungen der Pläne sind Gegenstand von Bekanntmachungen im *Belgischen Staatsblatt*. In der Bekanntmachung werden das Zwischeneinzugsgebiet und ggf. die durch die Aktualisierungen betroffenen Gebiete erwähnt.

In der Bekanntmachung wird außerdem erwähnt, an welchen Orten in die Unterlagen Einsicht genommen werden kann.

Art. 18 - § 1. Innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung werden die verabschiedeten, revidierten oder aktualisierten Pläne von der SPGE den betroffenen Gemeinden und anerkannten Vereinigungen für die Klärung zugeschickt.

§ 2. Die Pläne können am Gesellschaftssitz der SPGE, bei der Gemeindeverwaltung für den betroffenen Teil ihres Gebiets, oder am Gesellschaftssitz der betroffenen anerkannten Vereinigungen für die Klärung kostenlos eingesehen werden.

Die digitalisierten Pläne und deren Aktualisierungen können außerdem auf der Webseite der SPGE (<http://www.spge.be>) eingesehen werden.

Abschriften der Pläne werden auf schriftliche Anfrage bei der SPGE ausgehändigt, und zwar zum Selbstkostenpreis von € 10 pro Karte im Format A0, zuzüglich der Versandkosten. Dieser Betrag ist an den Index der Verbraucherpreise gebunden.

KAPITEL IV — Maßnahmen zur Aufstellung des Kanalisationskatasters

Art. 19 - Mit der Unterstützung der zuständigen anerkannten Vereinigung für die Klärung erarbeitet die Gemeinde eine Diagnose ihrer Abwasserkanalnetze, für die ein kollektives Sanierungsverfahren gilt.

Diese Diagnose betrifft insbesondere die genaue Lage ihres Netzes und die Anzahl der Anschlüsse an dieses Netz. In diesem Rahmen gilt sie als Wiederherstellungsmaßnahme.

Die Durchführungsbestimmungen und Fristen für diese Diagnose werden zwischen den Parteien im Rahmen des Ortschaftsvertrags vereinbart.

KAPITEL V — Aufhebende, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 20 - Es wird davon ausgegangen, dass die individuellen Klärstationen, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 und vom 15. Oktober 1998 genehmigt wurden, bis zur nächsten Kontrolle, der sie unterzogen werden müssen, den Bedingungen des vorliegenden Erlasses genügen.

Art. 21 - Die Vorschriften der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne bleiben bis zum Inkrafttreten der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet anwendbar.

Bei Widerspruch mit den in Art. 14 der vorliegenden Regelung festgelegten Grundsätzen und den allgemeinen Gemeindekanalisationsplänen sind die eigens für das vorübergehende Sanierungsverfahren geltenden Regeln anwendbar.

Vor der endgültigen Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet ("PASH") können die Gemeinden mit der Zustimmung des Ministers und der SPGE das autonome Sanierungsverfahren, das im Rahmen des PASH-Entwurfs vorgeschlagen wurde, anwendbar machen.

Art. 22 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser wird aufgehoben.

Art. 23 - Art. 1, 2°, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. November 2001 zur Bestimmung der vorrangigen Entwässerung und zur Festlegung der Modalitäten für deren Finanzierung wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Ortschaftsvertrag: Vereinbarung gegenseitiger Verpflichtungen, die sich aus der Konzertierung zwischen den Gemeinden, Interkommunalen, der "SPGE" (Société publique de Gestion de l'Eau) und der Region ergibt, zwecks der Festlegung der vorrangigen Untersuchungen und Ausführungen sowohl für die Kanalisationen als auch für die Sammelleitungen, Stationen und ggf. Straßenbauarbeiten in einer bestimmten Ortschaft".

Art. 24 - In die Rubrik 90.14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird in der Spalte mit der Überschrift "zu Rate zu ziehende Einrichtungen" folgender Wortlaut eingefügt: "die kraft dem Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung anerkannte Vereinigung".

Namur, den 22. Mai 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 2813

[C — 2003/27568]

**22 MEI 2003. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op artikel 135 van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau » (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer);

Gelet op het decreet van 14 mei 1984 betreffende het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 25 en 84;

Gelet op het op 22 januari 2003 gegeven advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, ingesteld bij artikel 48 van het decreet van 7 oktober 1985;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 6 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Société publique de Gestion de l'Eau », gegeven op 4 februari 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 december 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 april 2003,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Doel, begripsomschrijving en principes

Artikel 1. Het algemeen reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater bevat de regeling voor de sanering van stedelijk afvalwater en de daaruit voortvloeiende verplichtingen in de voor verstedelijking bestemde gebieden of buiten die gebieden als er woningen zijn.

Het reglement bepaalt ook de principes op grond waarvan saneringsplannen per hydrografisch onderbekken opgesteld worden en de voorwaarden waaronder ze herzien en bijgewerkt worden.

Art. 2. Begripsomschrijving :

1. agglomeratie : zone waarin de bevolking en/of de economische activiteiten voldoende geconcentreerd zijn opdat het stedelijk afvalwater opgevangen kan worden om vervolgens naar een zuiveringsstation of een definitieve lozingsplaats afgevoerd te worden;

2. agglomeratie-overeenkomst : overeenkomst van wederkerige verbintenissen resulterend uit het overleg tussen de gemeenten, de intercommunales, het Gewest en de « SPGE », waarbij de prioriteiten worden vastgelegd inzake de onderzoeken en werken wat betreft zowel de afwatering als de collectoren, stations en, in voorkomend geval, de wegwerkzaamheden in een bepaalde agglomeratie;

3. bevoegde directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium;

4. stedelijk afvalwater : huishoudelijk afvalwater of mengsel van huishoudelijk afvalwater en industrieel afvalwater en/of afvloeiend hemelwater;

5. scheidingsriolering : riolering waarin enkel huishoudelijk afvalwater geloosd wordt, met uitzondering van regenwater en helder parasietwater;

6. gemeenschappelijke zuivering : zuiveringsproces uitgevoerd door een gemeenschappelijk stationsstation;

7. individuele zuivering : zuiveringsproces uitgevoerd door een individueel zuiveringssysteem;

8. inwonerequivalent of afgekort « I.E. » : biologisch afbreekbare organische belasting met een biochemisch zuurstofverbruik over vijf dagen (BZV5) van 60 g zuurstof per dag;

9. septische put : voorziening voor de voorbehandeling van huishoudelijk afvalwater door vloeiabarmaking;

10. woning : vaste installatie in de zin van artikel 84, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, die huishoudelijk afvalwater loost;

11. Minister : de Minister bevoegd voor het Waterbeleid;

12. nieuwe woning : woning waarvan de bouwvergunning in eerste instantie verleend wordt na de inwerkingtreding van het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

13. erkende zuiveringsinstelling : vereniging van gemeenten erkend door de Waalse Gewestexecutieve overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

14. algemeen gemeentelijk afwateringsplan : het algemeen gemeentelijk afwateringsplan goedgekeurd door de Minister overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991;

15. saneringsplan per hydrografisch onderbekken : werktuig voor de planning en de cartografische voorstelling van de sanering per hydrografisch onderbekken;

16. « SPGE » : de « Société publique de Gestion de l'Eau », ingesteld bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau »;

17. hydrografisch onderbekken : natuurlijke onderverdeling van de hydrografische onderbekkens, zoals bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2001 waarbij de grenzen van de hydrografische bekkens en onderbekkens van het Waalse Gewest worden vastgelegd;

18. gemeenschappelijk zuiveringsstation : zuiveringsstation dat stedelijk afvalwater van een agglomeratie behandelt;

19. individueel zuiveringssysteem : individuele zuiveringseenheid, individuele zuiveringsinstallatie, individueel zuiveringsstation voor de zuivering van het door één of meer woningen geloosde huishoudelijk afvalwater en voor de lozing van water gezuiverd onder de voorwaarden bepaald bij de uitvoeringsbesluiten van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

20. gebieden bestemd voor verstedelijking : gebieden bedoeld in artikel 25, tweede lid, 1° tot 9°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Art. 3. § 1. Het grondgebied van het Waalse Gewest is een kwetsbaar gebied in de zin van artikel 5 van richtlijn 91/271/EEG van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater.

§ 2. Het saneringsplan bepaalt per hydrografisch onderbekken de regeling van de sanering van het stedelijk afvalwater in elk gebied bestemd voor verstedelijking.

Er bestaan drie regelingen :

1° de gemeenschappelijke saneringsregeling;

2° de autonome saneringsregeling;

3° de voorlopige saneringsregeling.

Art. 4. § 1. De rioleringen bestaan uit waterdichte ondergrondse leidingen die zo aangelegd worden dat ze makkelijk gecontroleerd en onderhouden kunnen worden.

Bij de aanleg van nieuwe rioleringen of de sanering van bestaande rioleringen zijn aansluitingen van helder parasietwater verboden en wordt een einde gemaakt aan insijpelingen. De projecten van rioleringswerken betreffende zowel de bouw van nieuwe rioleringen als de sanering van bestaande rioleringen verkiezen de aanleg van scheidingsrioleringen boven die van eenheidsrioleringen, behalve uitzondering behoorlijk gerechtvaardigd door technische verplichtingen. De agglomeratie-overeenkomst voorziet in de meest geschikte oplossingen om in te spelen op de dilutieproblemen die in de bestaande rioleringen vastgesteld worden.

§ 2. Ongeacht de saneringsregeling is het overeenkomstig de bepalingen inzake de bescherming van het oppervlakte- en grondwater verboden stedelijk afvalwater te laten afvloeien op de openbare wegen, berm en trottoirs inbegrepen, alsmede in de watergreppels, sloten en taluds die er deel van uitmaken.

HOOFDSTUK II. — Saneringsregelingen

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke saneringsregeling

Art. 5. § 1. De gemeenschappelijke saneringsregeling houdt de volgende verplichtingen in.

Elke agglomeratie met 10 000 I.E. en meer beschikt over rioleringen en collectoren.

Elke agglomeratie met 2 000 à 10 000 I.E. beschikt uiterlijk 31 december 2005 over rioleringen en collectoren.

Elke agglomeratie met minder dan 2 000 I.E. die voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 14, § 2, van dit besluit, beschikt uiterlijk 31 december 2009 over collectoren.

De gemeenten voorzien bovenbedoelde agglomeratiegedeelten die op hun grondgebied liggen binnen dezelfde termijnen van rioleringen.

De woningen gelegen langs een weg met rioleringen worden erop aangesloten.

De woningen gelegen langs een weg die van rioleringen voorzien wordt, worden er tijdens de afwateringswerken op aangesloten.

§ 2. De aansluiting op de riolering vereist een voorafgaande schriftelijke vergunning van het college van burgemeester en schepenen. De aansluitingswerken op het openbaar domein worden gecontroleerd door de gemeente en uitgevoerd door de ondernemer die de afwateringswerken op een weg uitvoert of, als de riolering al aangelegd is, door de gemeentediensten of een door de gemeente aangewezen ondernemer.

De gemeente bepaalt de bezoldiging en de modaliteiten voor elke aansluiting van de riolering op het openbaar domein.

De aansluitingen op de riolering en op de andere systemen voor waterafvoer vanaf de woningen zijn voorzien van een mangat dat toegankelijk is en dat zich op een plaats bevindt waar de hoeveelheid en de kwaliteit van het werkelijk geloosde water gecontroleerd kunnen worden.

§ 3. Het water wordt afgevoerd hetzij door zwaartekracht, hetzij d.m.v. een pompsysteem.

Als de weg uitgerust is met een scheidingsriolering, is de lozing van regenwater en helder parasietwater verboden op de uitgeruste gedeelten. Het regenwater wordt afgevoerd via verliesputten, dispersiedraineerbuizen, kunstmatige afvoerwegen of oppervlaktewateren voor zover het niet bij of krachtens een andere wetgeving verboden is.

§ 4. Elke nieuwe woning is uitgerust met een systeem dat regenwater en stedelijk afvalwater scheidt. Als het afvalwater niet in een zuiveringsstation behandeld wordt, beschikt de woning over een septische put met bypass en ontvetter.

Bij de inbedrijfstelling van het zuiveringsstation wordt het stedelijk afvalwater uitsluitend via het rioleringsnetwerk afgevoerd. De septische put met bypass en ontvetter mag in werking blijven, behalve andersluidend advies van het erkende zuiveringsbedrijf. Het slib wordt door een erkende rioolruimer uit de septische put verwijderd.

Art. 6. § 1. In afwijking van artikel 5, § 1, kan een vergunning aangevraagd worden voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem in plaats van de aansluiting op de riolering als technische problemen bij de aansluiting op de bestaande, in aanleg zijnde of toekomstige riolering overdreven kosten veroorzaken. Als de vergunning geweigerd wordt, wordt de aansluiting op de riolering uitgevoerd binnen zes maanden na de kennisgeving van het besluit tot weigering.

§ 2. De woning die vóór de aansluitingsplicht over een individueel zuiveringssysteem beschikt, mag het behouden, behalve andersluidend gemotiveerd advies van de erkende zuiveringsinstelling. In dat geval zijn de in artikel 5, § 1, bedoelde verplichtingen niet van toepassing. Als het individuele zuiveringssysteem door de verouderde staat of een voortdurend defect niet meer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, kan de eigenaar :

- ofwel zijn woning op de riolering aansluiten door het systeem uit te schakelen overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, §§ 2, 3 en 4;

- ofwel het systeem saneren zodat het opnieuw voldoet aan de voorwaarden bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, zonder zijn woning evenwel op de riolering aan te sluiten.

§ 3. Elke nieuwe woning gebouwd in een aan de gemeenschappelijke saneringsregeling onderworpen gebied langs een weg die nog niet met rioleringen uitgerust is, beschikt van meet af aan over een individueel zuiveringssysteem dat voldoet aan de voorwaarden bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning als reeds vaststaat dat de kosten van een aansluiting op een toekomstige riolering krachtens § 1 te hoog zouden oplopen.

Afdeling 2. — Autonome saneringsregeling

Art. 7. § 1. De autonome saneringsregeling houdt de volgende verplichtingen in.

Elke nieuwe woning of elke groep van nieuwe woningen waarop de autonome saneringsregeling van toepassing is, wordt uitgerust met een individueel zuiveringssysteem, meer bepaald :

- een individuele zuiveringseenheid die het voorwerp uitmaakt van een aangifte als het aantal I.E. gelijk is aan 20 of minder;

- een individuele zuiveringsinstallatie die het voorwerp uitmaakt van een aangifte als het aantal I.E. tussen 20 en 100 ligt;

- een individueel zuiveringsstation dat het voorwerp uitmaakt van een vergunningsaanvraag als het aantal I.E. hoger is dan 100.

Het aantal I.E. wordt berekend op grond van de gegevens bedoeld in bijlage I bij het besluit van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

§ 2. Elke bestaande woning of elke groep van bestaande woningen waarop de autonome saneringsregeling van toepassing is, worden uiterlijk 31 december 2009 uitgerust met een individueel zuiveringssysteem bedoeld in § 1.

§ 3. De gemeenten kunnen binnen de in § 2 bepaalde termijnen bijzondere maatregelen indienen waarbij een gezamenlijke sanering gewaarborgd wordt voor een geheel van woningen die onder de saneringsregeling vallen. De saneringsregeling wordt dan gemeentelijke autonome saneringsregeling genoemd.

§ 4. Die bijzondere maatregelen staan vermeld in een ontwerp van gemeentelijke autonome saneringsregeling waarin het geplande zuiveringssysteem en de op de woningen toepasselijke rechten en plichten omschreven worden. Het ontwerp gaat vergezeld van een kadastraal plan van de woningen.

De gemeente verzoekt de betrokken erkende zuiveringsinstelling en de bevoegde directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest om advies.

Die instanties brengen advies uit binnen een termijn van 60 dagen, te rekenen van het verzoek om advies. Als een instantie geen advies uitbrengt binnen die termijn, wordt het geacht gunstig te zijn. Als de adviezen gunstig zijn, keurt de gemeente de gemeentelijke autonome saneringsregeling goed rekening houdende met eventuele opmerkingen. Ze maakt de regeling over aan de « SPGE » en aan de betrokken erkende zuiveringsinstelling. Als één van de adviezen ongunstig is, wordt het volledige dossier samen met de adviezen overgemaakt aan de Minister, die binnen 90 dagen een besluit neemt en meedeelt aan de gemeente, de « SPGE » en de instanties.

§ 5. Als de gemeentelijke autonome sanering erin bestaat een opvangnetwerk op te richten waarbij het afvalwater naar een enig zuiveringssysteem wordt geloosd, zijn de volgende bepalingen van toepassing :

- het afvalwater van de woningen wordt bij voorkeur door een scheidingsriolering opgevangen;

- de riolering kan unitair zijn als ze vóór de toepassing van de gemeentelijke autonome saneringsregeling bestaat;

- de riolering mag in geen geval helder parasietwater opvangen;

- de woning is aangesloten op het afwateringsnetwerk dat het water naar het zuiveringssysteem afvoert zodra het in werking is. In dat geval zijn de verplichtingen bedoeld in de §§ 2 tot 4 van artikel 5 en, in voorkomend geval, de afwijking bedoeld in § 1 van artikel 6 van toepassing;

- in afwachting van de inbedrijfstelling van het bedoelde zuiveringssysteem worden de nieuwe woningen voorzien van een septische put met bypass en ontvetter en van gescheiden leidingen voor de opvang van regenwater en huishoudelijk afvalwater.

Art. 8. Bij gebrek aan een gemeentelijke autonome saneringsregeling wordt de woning die onder de autonome saneringsregeling valt conform gemaakt op initiatief van de eigenaar. In geval van gemeentelijke autonome sanering, komen de rechten en plichten i.v.m. de sanering van bedoeld gebied neer op de gemeente, onverminderd de specifieke overeenkomsten die ze met een erkende zuiveringsinstelling sluit.

Art. 9. § 1. In de zone die onder de autonome sanering valt, kan de Minister op grond van een technisch dossier dat door de bevoegde erkende zuiveringsinstelling aangelegd wordt, bestaande woningen vrijstellen van de verplichting tot installatie van een individueel zuiveringssysteem als de installatie economisch onevenredig zou zijn met de ecologische voordelen.

Het technisch dossier wordt overgemaakt aan de « SPGE » en aan de bevoegde directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest. Ze beschikken over 60 dagen om advies uit te brengen. Als ze binnen die termijn geen advies uitbrengen, wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 2. Een woning mag het individuele zuiveringssysteem behouden waarover ze beschikte vóór de verplichting tot aansluiting op het afwateringsnetwerk dat het afvalwater afvoert naar het individuele zuiveringssysteem voorzien voor een groep van woningen. In dat geval zijn de verplichtingen bedoeld in artikel 7, § 3, niet van toepassing. Als het individuele zuiveringssysteem door zijn verouderde staat of een voortdurend defect evenwel niet meer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, kan de eigenaar :

- ofwel zijn woning aansluiten op de riolering door het systeem uit te schakelen overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, §§ 2, 3 en 4;

- ofwel het systeem saneren opdat het opnieuw kan voldoen aan de voorwaarden bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, zonder zijn woning evenwel op de riolering aan te sluiten.

Afdeling 3. — Voorlopige saneringsregeling

Art. 10. De voorlopige saneringsregeling impliceert dat elke nieuwe woning uitgerust wordt met een mangat en een systeem dat regenwater en afvalwater scheidt, alsmede met een septische put met bypass en ontvetter, die in voorkomend geval aangesloten wordt op de riolering langs de weg, overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, § 2, § 3, § 4, derde lid, en artikel 6.

§ 1. Indien mogelijk wordt een zone van 10 m² vrijgehouden tussen de septische put en het afvoersysteem om eventueel een individueel zuiveringssysteem aan te leggen.

Art. 11. § 1. Op het gezamenlijke voorstel van de gemeente en de bevoegde erkende zuiveringsinstelling aan de « SPGE », kan de gemeenschappelijke saneringsregeling door de voorlopige saneringsregeling vervangen worden voor zover de volgende stukken voorhanden zijn bij de indiening van de aanvraag :

- een agglomeratie-overeenkomst gesloten tussen de partijen;

- een meerjarig afwateringsplan gevoegd bij de agglomeratie-overeenkomst, op grond waarvan het voor verstedelijking bestemde gebied kan voldoen aan de criteria bedoeld in artikel 14, § 2;

- desnoods een diagnose-analyse van het afwateringsnetwerk in bedoeld gebied.

§ 2. Op voorstel van de gemeente kan de autonome saneringsregeling door de voorlopige saneringsregeling vervangen worden.

De aanvraag gaat vergezeld van een verslag ter motivatie van de mogelijkheid om individuele zuiveringssystemen te installeren in bedoeld gebied of om de krachtens artikel 7, § 3, overwogen maatregelen te treffen.

§ 3. De vervanging van een gemeenschappelijke of autonome saneringsregeling door de voorlopige saneringsregeling is effectief bij de inwerkingtreding van het bericht van herziening van het plan bedoeld in artikel 16 waarbij de vervanging bevestigd wordt.

HOOFDSTUK III. — Saneringsplannen per hydrografisch onderbekken

Art. 12. § 1. Een saneringsplan per hydrografisch onderbekken is een dossier bestaande uit een hydrografische kaart en een verslag over die kaart. Het plan bestrijkt het gezamenlijke grondgebied van een hydrografisch onderbekken. Er bestaat een gedrukte en een numerieke versie van het plan en het verslag.

§ 2. De hydrografische kaart voldoet aan de volgende voorwaarden :

- ze bestaat uit bladzijden op schaal 1/10 000 waarop het noorden naar boven gericht staat; ze kan plaatselijk vergroot worden om het lezen te vergemakkelijken;

- ze wordt met een algemene indexkaart aangevuld op een variabele schaal die het hydrografische onderbekken bestrijkt;

- de achtergrond van het plan wordt weergegeven op achtste bladen (op schaal 1/10 000) van het Nationaal Geografisch Instituut en d.m.v. schaduwingen;

de verschillende bladzijden waaruit de hydrografische kaart bestaat, voldoen aan de normen NBN 510 E04-012 en NBN E04-013; het formaat A0 is de maximale grootte;

- de verschillende lijnen en verklarende teksten voldoen aan de voorschriften van de « SPGE ».

De hydrografische kaart vermeldt o.a. :

1° de grenzen van de hydrografische onderbekkens;

2° de gemeentelijke grenzen;

3° de afvoerwegen van het gewone oppervlaktewater en de kunstmatige afvoerwegen, waarbij een onderscheid tussen de waterwegen in de open lucht, de overwelvingen en de leidingen gemaakt wordt en de categorie en de afvoerrichting vermeld worden;

4° de lokalisering van de waterwinningsgebieden en van de preventiegebieden bedoeld in het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van het tot drinkwater verwerkbaar water;

5° de vermelding op het gewestplan van de voor verstedelijking bestemde gebieden en de bestemming ervan;

6° de agglomeraties waarin de gemeenschappelijke saneringsregeling van toepassing is, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen :

- de agglomeraties met 2 000 I.E. of meer;

- de agglomeraties met minder dan 2 000 I.E.;

7° de omtrekken waarin de autonome saneringsregeling van toepassing is met, in voorkomend geval, vermelding van de gemeentelijke autonome saneringsregeling;

8° de omtrekken waarin de voorlopige saneringsregeling van toepassing is;

9° de lokalisatie, met verwijzing naar het verslag bedoeld in § 3, van de andere gegevens waarvan de projectontwikkelaar kennis heeft en die een invloed kunnen hebben op de inzake afvalwaterzuivering te nemen beslissingen;

10° ter informatie, de ligging van de bestaande werken en van de werken gepland door de zuiveringsinstelling die instaat voor de opvang, het oppompen en de zuivering van het afvalwater;

11° ter informatie, het bestaande en het aan te leggen afwateringsnetwerk.

§ 3. Het verslag betreffende de hydrografische kaart expliciteert en rechtvaardigt de op de kaart vermelde gegevens, de geplande maatregelen en de in aanmerking genomen opties.

Het verslag bevat de lijst van de zuiveringsstations voor de behandeling van het stedelijke afvalwater van agglomeraties met 2 000 I.E. of meer en vermeldt de nominale grootte ervan. Het verslag bevat een reeks beschikbare samenvattende gegevens i.v.m. :

- de lengte van de bestaande, in een driejarenprogramma voorziene en nog aan te leggen afwateringsnetwerken;
- de bevolking betrokken bij de verschillende saneringsregelingen, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de woningen die al dan niet op een afwateringsnetwerk aangesloten zijn;
- de staat van het afwateringsnetwerk en het aansluitingspercentage per agglomeratie;
- de woningen waarvan het afvalwater al dan niet gezuiverd wordt.

De in het verslag vermelde gegevens worden geactualiseerd bij de bijwerking bedoeld in artikel 17.

Art. 13. De Regering belast de « SPGE » met de uitwerking van het saneringsplan per hydrografisch onderbekken en met de herzieningen ervan. De « SPGE » laat het opstellen door de betrokken erkende zuiveringsinstellingen die onder haar verantwoordelijkheid en toezicht staan. Alle gegevens i.v.m. de opstelling van het plan en van de herzieningen ervan wordt door de « SPGE » opgenomen in een gecoördineerd cartografisch document waarvan ze het beheer waarneemt. De « SPGE » legt het gecoördineerde cartografische document, de databank en de toepassingen betreffende het grondgebied dat hen aanbelangt, ter inzage van de erkende zuiveringsinstellingen.

Art. 14. § 1. Het voorontwerp van plan wordt uitgewerkt op basis van een analyse van de feitelijke en rechtstoestand op grond waarop de in de artikelen 5 tot 11 bedoelde saneringsregelingen berusten rekening houdende met de hierna bepaalde objectieve eigenschappen van de bedoelde agglomeraties of gebieden.

§ 2. De gemeenschappelijke saneringsregeling is van toepassing op de agglomeraties met 2 000 I.E. of meer.

Ze is ook van toepassing op de agglomeraties met minder dan 2 000 I.E. voorzover :

- ze beschikken over een gemeenschappelijk zuiveringsstation of over een station waarvan de bouwopdracht op de datum van inwerkingtreding van dit besluit is toegewezen;
- 75 % van de rioleringen aangelegd en in goede staat zijn of die toestand wordt bewaard krachtens artikel 11, § 1;
- ecologische specificiteiten wettigen dat de agglomeratie aan de saneringsregeling onderworpen wordt.

§ 3. De autonome saneringsregeling is toepasselijk in de voor verstedelijking bestemde gebieden die niet onder § 2 van dit artikel vallen en die voldoen aan één van de volgende voorwaarden :

- ze zijn opgenomen op het algemeen gemeentelijk afwateringsplan onder de benaming « dunbevolkte gebieden »;
- de totale bevolking bedraagt minder dan 250 inwoners;
- als de totale bevolking meer dan 250 inwoners bedraagt, is er geen groep van woningen met meer dan 250 inwoners waarvan de dichtheid hoger is dan 15 inwoners per 100 meter weg;
- er zijn plaatselijke en meer bepaald ecologische specificiteiten die wettigen dat de agglomeratie aan de saneringsregeling onderworpen wordt.

De autonome saneringsregeling is ook van toepassing op alle woningen die buiten de voor verstedelijking bestemde gebieden gebouwd worden.

§ 4. De voorlopige saneringsregeling is van toepassing in de voor verstedelijking bestemde gebieden die niet onder de §§ 2 en 3 van dit artikel vallen hetzij wegens de heterogeniteit van de woondichtheid, hetzij wegens het onzekere karakter van de ontwikkeling ervan.

Art. 15. § 1. De Regering keurt het voorontwerp van saneringsplan goed per hydrografisch onderbekken en gelast de « SPGE » het planontwerp binnen 30 dagen voor advies voor te leggen aan de volgende instanties :

- de gemeenten waar het in aanmerking genomen hydrografisch onderbekken gelegen is;
- de betrokken eigenaars van een winning van tot drinkwater verwerkbaar water;
- de riviercontracten betreffende het in aanmerking genomen hydrografisch onderbekken;
- de bevoegde directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Bovenvermelde instanties geven de « SPGE » advies binnen een termijn van 120 dagen. Als één van de instanties geen advies uitbrengt binnen die termijn, wordt het geacht gunstig te zijn.

Gedurende die termijn voeren de gemeenten, eventueel bijgestaan door de betrokken erkende zuiveringsinstelling, een openbaar onderzoek overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd in artikel 43, § 2 en § 3, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

§ 2. Na afloop van de adviestermin en nadat de « SPGE » een synthese van de eventuele adviezen van de geraadpleegde instanties heeft overgemaakt, legt de Regering het saneringsplan per hydrografisch bekken definitief vast.

§ 3. De datum van inwerkingtreding van het plan ligt vast in het besluit van de Regering tot goedkeuring van het saneringsplan per hydrografisch onderbekken. Het besluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 16. § 1. Het saneringsplan per hydrografisch onderbekken wordt herzien :

- als de gemeenschappelijke saneringsregeling door een autonome saneringsregeling vervangen wordt, of omgekeerd;
- als de grenzen van de voor verstedelijking bestemde gebieden gewijzigd worden;
- als de voorlopige saneringsregeling door een gemeenschappelijke of autonome saneringsregeling vervangen wordt.

§ 2. De « SPGE » wordt op verzoek van een gemeente, van een erkende zuiveringsinstelling of van ambtswege door de Regering belast met de gezamenlijke of gedeeltelijke herziening van het saneringsplan per hydrografisch onderbekken.

De « SPGE » laat ze uitvoeren door de betrokken erkende zuiveringsinstellingen die onder haar verantwoordelijkheid en toezicht handelen.

Het herzieningsdossier volgt de procedure bedoeld in artikel 15.

Art. 17. § 1. Het saneringsplan wordt :

- gedeeltelijk herzien als een autonome saneringsregeling door de gemeentelijke autonome saneringsregeling vervangen wordt;

- volledig herzien om de drie jaar om rekening te houden met de ontwikkelingen i.v.m. de saneringsregelingen, met name wat het netwerk van collectoren en rioleringen betreft.

§ 2. De bijwerkingen worden door de « SPGE » in de plannen opgenomen na het voorwerp te hebben uitgemaakt van een analyse door de betrokken erkende zuiveringsinstellingen. De bijwerkingen worden uitgevoerd volgens de principes bedoeld in artikel 13.

§ 3. De bijwerkingen van de plannen worden bij bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Het bericht vermeldt het hydrografische onderbekken en, in voorkomend geval, de gebieden waarop de bijwerkingen betrekking hebben.

Het bericht vermeldt bovendien de plaatsen waar de documenten ter inzage liggen.

Art. 18. § 1. De « SPGE » verstuurt de goedgekeurde, herziene of bijgewerkte plannen binnen tien dagen na de bekendmaking naar de betrokken gemeenten en erkende zuiveringsinstellingen.

§ 2. De plannen en bijwerkingen kunnen gratis ingekeken worden op de maatschappelijke zetel van de « SPGE », bij het gemeentebestuur voor het gedeelte van het betrokken grondgebied of op de maatschappelijke zetel van de betrokken erkende zuiveringsinstellingen.

De gedigitaliseerde plannen en bijwerkingen kunnen ook ingekeken worden op de website van de « SPGE » <http://www.spge.be>

De afschriften van de plannen worden op schriftelijk verzoek aan de « SPGE » afgeleverd tegen de kostprijs van 10 per kaart, formaat A0, plus verzendingskosten. Dat bedrag wordt aan het indexcijfer der consumptieprijzen gekoppeld.

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen voor de vastlegging van het afwateringskadaster*

Art. 19. De gemeente stelt met de hulp van de bevoegde erkende zuiveringsinstelling een diagnose van haar afwateringsnetwerken die aan een gemeenschappelijke sanering onderworpen worden. De diagnose heeft meer bepaald betrekking op de exacte staat van het netwerk en op het aantal aansluitingen erop. Ze wordt in dat opzicht als een saneringshandeling beschouwd.

De modaliteiten en kosten van het stellen van de diagnose worden tussen de partijen in het kader van de agglomeratie-overeenkomst vastgelegd.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. De individuele zuiveringsstations vergund overeenkomstig de besluiten van de Waalse Regering van 8 december 1994 en 15 oktober 1998 worden geacht te voldoen aan de voorwaarden van dit besluit tot de volgende controle waaraan ze onderworpen worden.

Art. 21. De voorschriften van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen blijven van toepassing tot de inwerkingtreding van de saneringsplannen per hydrografisch onderbekken.

In geval van tegenspraak met de principes bepaald bij artikel 14 van dit reglement en met de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, zijn de aan de voorlopige saneringsregeling eigen regels van toepassing.

Vooraleer het saneringsplan per hydrografisch onderbekken definitief wordt goedgekeurd, mogen de gemeenten met de toestemming van de Minister en van de « SPGE » de in het voorwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken voorgestelde autonome saneringsregeling toepassen.

Art. 22. Het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater wordt opgeheven.

Art. 23. Artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 november 2001 tot bepaling van de prioritaire afwatering en van de modaliteiten voor de financiering ervan wordt vervangen als volgt : « agglomeratie-overeenkomst : overeenkomst van wederkerige verbintenissen resulterend uit het overleg tussen de gemeenten, de intercommunales, de « SPGE » en het Gewest waarbij de prioriteiten worden vastgelegd wat betreft de onderzoeken en werken zowel inzake de afwatering, als wat de collectoren, stations en, in voorkomend geval, wegenwerken aanbelangt in een bepaalde agglomeratie. »

Art. 24. In het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieu-effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt de kolom « te raadplegen organen », in rubriek 90.14, aangevuld als volgt : « de zuiveringsinstelling erkend krachtens het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling. ».

Namen, 22 mei 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET